



## La restructuration des exploitations agricoles s'accélère entre 2005 et 2007

**A l'image des tendances nationales, le nombre d'exploitations et l'emploi agricole continuent de se rétracter dans les Pays de la Loire au rythme annuel de 4,5 %. En 2007, on dénombre ainsi 39 100 exploitations dont 27 200 professionnelles. Au sein des structures professionnelles, l'agrandissement se poursuit puisque la surface agricole moyenne utilisée (SAU) progresse de 6 hectares en deux ans pour atteindre 76 hectares. Fait nouveau, les formes sociétaires deviennent majoritaires au sein de exploitations professionnelles grâce au succès des EARL qui se confirme. Si globalement l'emploi agricole se dégrade, le travail d'origine familiale apparaît plus fortement touché alors que le salariat se redresse.**

En 2007, on dénombre 39 100 exploitations agricoles dont 27 200 professionnelles et 11 900 non professionnelles. Ainsi, 3800 exploitations ont disparu en deux ans, soit 9 % du total. En rythme annuel, cette diminution atteint 3,5 % entre 2005 et 2007 pour les seules exploitations professionnelles et 6,7 % pour les non professionnelles. Comparativement aux évolutions constatées entre 2000 et 2005, le rythme de disparition ralentit un peu pour les exploitations non professionnelles tout en restant soutenu, alors qu'il progresse pour les exploitations professionnelles en passant de 2,4 % (période 2000 à 2005) à 3,5 % par an depuis 2005.

Deux départements connaissent une diminution encore plus marquée du nombre de structures professionnelles agricoles entre 2005 et 2007 : la Sarthe (-5,3 % par an) et la Vendée (-4,7 % par an). Toutes exploitations confondues, le rythme moyen de disparition des exploitations régionales reste un peu plus soutenu que le rythme national (-4,5 % par an contre -3,6 %). Toutefois, cela se traduit par moins de pertes d'emplois agricoles (-2,4 % par an pour la région et -3,0 % pour la métropole) contrairement à la période précédente.

### Réorientation des productions

La conjoncture de ces dernières années est riche en événements et en rebondissements. Les classements des exploitations selon l'orientation technico-économique (Otex) traduisent de

nettes évolutions dans le paysage agricole régional, en seulement deux ans. Les exploitations orientées vers l'élevage de bovins maintiennent leur domination en nombre (48 % des exploitations régionales). Mais, alors que l'élevage mixte subissait la plus forte diminution d'effectifs sur la première partie de la décennie, le relais est pris très nettement, à partir de 2005, par les élevages laitiers spécialisés. La chute est sévère (-6,4 % en moyenne annuelle). Ce chiffre reflète principalement un phénomène de glissement vers d'autres Otex telles que les grandes cultures ou la viande bovine. En effet, parmi les laitiers purs, le nombre de ceux qui cessent totalement l'activité agricole s'inscrit dans la moyenne

régionale (-2 % par an). En revanche, ceux qui accordent la priorité aux grandes cultures ou à la viande bovine sont relativement nombreux. Ils sont 700 à glisser vers ces Otex, poussés par une conjoncture laitière plutôt défavorable. De 2004 jusqu'au milieu de 2007, les prix du lait payés aux producteurs régressent et l'avenir de la profession reste incertain. Par ailleurs, les prix des céréales s'envolent et les cours de la viande bovine sont porteurs. Même si elle est fugitive, l'embellie des produits laitiers sur le marché mondial en 2007 rompt ce climat morose.

Les exploitations orientées en polyculture et polyélevage enregistrent une forte diminution d'effectif (-4,6 % par

### Moins d'exploitations mais plus professionnelles



an). Elles subissent la forte attraction de la production de bovins viande et plus encore des grandes cultures. Ces flux expliquent la moitié de la baisse des effectifs entre 2005 et 2007.

Les éleveurs de bovins viande semblent encore confiants dans leur avenir malgré les difficultés actuelles du secteur. Ils recapitalisent le cheptel allaitant régional et le nombre d'exploitations augmente de 3 % en moyenne annuelle.

### L'Otex granivores vacille

Les effectifs des exploitations hors-sol (porcins et volailles) régressent après cinq années de stabilité. Cette nouvelle tendance (-5,1 % par an) apparaît sans surprise, compte tenu des crises majeures qui frappent alternativement les secteurs des volailles et des porcins. La crise aviaire plonge la filière avicole dans le rouge dès la fin 2005. Le secteur porcin connaît quant à lui une crise de surproduction à partir du quatrième trimestre 2006. Ainsi, parmi les exploitations constituant l'Otex granivores (volailles ou porcins) en 2005, 21 % cessent leur activité et 15 % changent d'orientation entre les deux années.

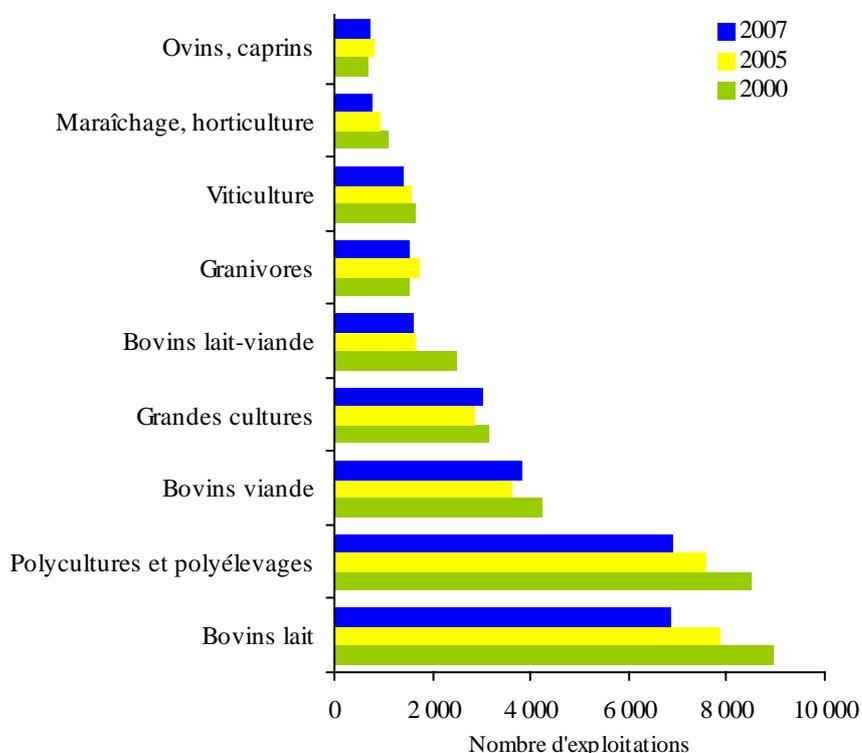
### Les cultures spécialisées connaissent une forte vague de départs

En 2007, le secteur des cultures dites spécialisées, regroupant le maraîchage, l'horticulture, la viticulture et l'arboriculture représentent 10,4 % du nombre total d'exploitations agricoles régionales. Ce secteur connaît un sévère recul, allant de -8,4 % par an, pour le maraîchage, à -6 %, pour les fruits. Dans un cas sur deux, il s'agit d'une cessation d'activité. Les difficultés de production de ces dernières années, dans un contexte de forte concurrence, ont rendu l'activité difficilement rentable pour les petites structures. Par ailleurs, très peu de candidats se présentent à l'installation. La volatilité des marchés et l'importance des capitaux à engager pour se lancer en font des secteurs peu attractifs pour les jeunes.

Le secteur des grandes cultures bénéficie d'un contexte économique des plus favorables sur la période. L'augmentation des cours des céréales sur le marché mondial dès 2006 incite les agriculteurs à développer leur surface en

## Les grandes cultures et les bovins viande résistent

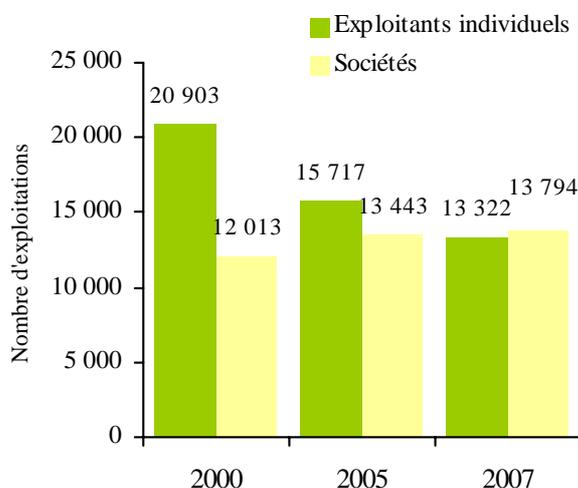
Répartition et évolution des exploitations professionnelles en fonction de leur orientation principale de production (Otex)



Source : Agreste - RA 2000 et Enquêtes Structure 2005 et 2007

## Les sociétés deviennent majoritaires dans les exploitations professionnelles

Répartition et évolution des exploitations professionnelles en fonction de leur statut juridique



Source : Agreste - RA 2000 et Enquêtes Structure 2005 et 2007

céréales. Les exploitations composant le groupe d'Otex grandes cultures représentent en 2007 plus d'une exploitation sur dix. Elles progressent de seulement 2,5 % par an malgré l'afflux considérable de nouveaux céréaliers (24 % de l'effectif de 2007). Sans la cessation ou la disparition du champ professionnel de 17 % des exploitations présentes en 2005, la percée des grandes cultures aurait été plus forte.

### **L'agrandissement s'accélère dans les exploitations professionnelles**

Si les exploitations professionnelles représentent presque 70 % de l'ensemble des exploitations régionales, elles valorisent à elles seules plus de 94 % de la superficie agricole totale utilisée (SAU). La perte de plus de 2000 exploitations professionnelles en deux ans s'accompagne d'une progression sensible de leur taille. Ainsi, la SAU régionale moyenne de cette catégorie d'exploitations atteint désormais 76 ha, soit 6 ha de plus en deux ans. Les progressions les plus marquées sont observées dans les départements de la Sarthe et de la Vendée dont les SAU moyennes des exploitations professionnelles atteignent respectivement 94 et 84 ha en 2007. Les exploitations des départements de la Mayenne et du Maine-et-Loire se caractérisent par une SAU moyenne inférieure à 70 ha

(respectivement 66 et 67 ha), même si la progression devient plus soutenue en Maine-et-Loire (+3 ha par an entre 2005 et 2007). Seuls les départements de la Loire-Atlantique et de la Mayenne ne connaissent pas d'accélération dans l'agrandissement de leurs exploitations professionnelles par rapport à la période précédente.

Le nombre d'exploitations de plus de 100 ha continue de croître sur un rythme moyen annuel de 3,6 %. Elles représentent désormais une exploitation professionnelle sur quatre et valorisent 48,5 % de la SAU. A l'inverse, le rythme de disparition des exploitations utilisant moins de 100 ha s'accroît pour atteindre -5,5 % par an.

La SAU globale valorisée par les exploitations professionnelles de la région reste pratiquement stable avec une part consacrée aux céréales en progression et voisine de 30 % en 2007. La régression des cultures de tournesol et de pois protéagineux se confirme. La surface fourragère régionale est stable depuis 2000. Elle représente 57 % de la SAU dont environ 20 % de surface toujours en herbe (STH) et 12 % de maïs fourrage. Trois Otex se caractérisent par des SAU moyennes supérieures à 100 ha : céréales-oléoprotéagineux, grandes cultures-herbivores et bovins lait-viande. A l'inverse, les productions

végétales spécialisées (maraîchage, horticulture, viticulture, fruits et autres cultures permanentes), ainsi que les exploitations élevant des granivores, utilisent moins de 50 ha en moyenne.

### **Les formes sociétaires deviennent majoritaires dans les exploitations professionnelles**

L'exploitation individuelle reste le statut principal toutes exploitations confondues (63 % en 2007 contre 67 % en 2005). Ce statut a même été choisi par 95 % des exploitations non professionnelles. Cependant, et ceci constitue un fait nouveau, les formes sociétaires deviennent majoritaires au sein des exploitations professionnelles non seulement pour la SAU valorisée (63 %) mais également en effectif (51 %). La nette percée des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) se confirme. Ainsi, dans un contexte de diminution du nombre d'exploitations, l'EARL est le seul statut à connaître une progression de ses effectifs. Cette forme juridique a été choisie par 27 % des exploitations professionnelles. Une approche par Otex montre que les EARL, ainsi que les SCEA, sont particulièrement présentes en viticulture et en production fruitière. Les GAEC sont plus fréquemment rencontrés dans les systèmes à base de bovins ou de type polyélevage.

### **La disparition des exploitations non professionnelles se poursuit**

Le nombre d'exploitations dites non professionnelles a chuté à 11 900 entre 2005 et 2007. Elles disparaissent à un rythme plus soutenu (plus de 6 % par an) que celui observé pour les exploitations professionnelles. Ces exploitations de faible dimension économique représentent 30 % de l'ensemble des exploitations mais valorisent moins de 6 % de la SAU régionale. Elles emploient moins de 7 % de la main d'œuvre totale.

La dimension familiale est très marquée puisque 90 % des emplois (UTA) sont d'origine familiale et à eux seuls les chefs d'exploitation et les co-exploitants fournissent plus des trois quarts des 4500 UTA qu'elles utilisent. Le salariat, en particulier non familial, est peu utilisé.

Presque 70 % des exploitations non professionnelles se retrouvent dans les trois Otex : ovins-caprin et autres herbivores, bovins-viande et céréales-cultures générales. Leur part dans les surfaces valorisées ou dans les cheptels détenus reste très modeste. Toutefois, elles prennent une place significative dans les effectifs d'équidés (37 %) et d'ovins (18 %) bien que ces chiffres soient en régression par rapport à 2005.

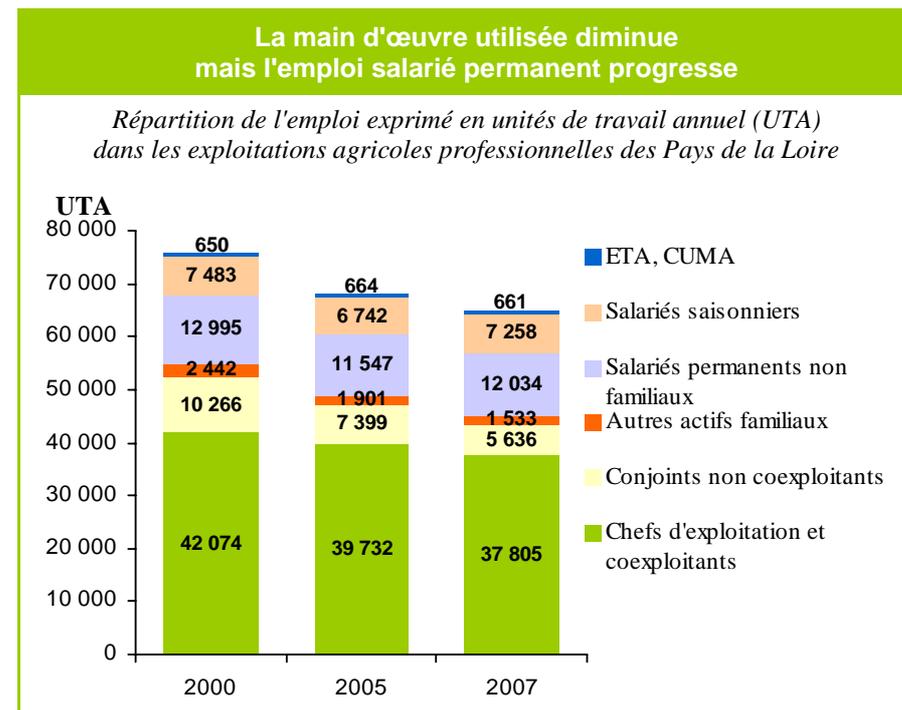
Plus de 45 % des chefs d'exploitation ont 60 ans ou plus. Seuls 23 % d'entre eux se déclarent exploitants à titre principal.

## Les statuts de salarié s'affirment

En 2007, le travail réalisé dans les exploitations professionnelles de la région s'élève à 66 700 Unités de travail annuel (UTA). Il diminue selon un rythme qui reste globalement stable (-2,3 % contre -2,2 % entre 2000 et 2005). Ce n'est pas le cas à l'échelon national où il ralentit : il passe de 2,1 % à 1,5 %. Chez les actifs ne prenant pas part à la gestion de l'exploitation (hors chefs d'exploitation et coexploitants), l'analyse met en évidence de nouvelles tendances.

Le nombre d'UTA totalisé par les conjoints non exploitants et les aides familiaux non salariés s'effondre depuis 2000. En sept ans, la baisse s'élève à 45 %. La tendance s'accélère après 2005, passant en rythme annuel de 5,7 % à 14,3 %. Les actifs familiaux salariés prennent le contre-pied de cette tendance pour augmenter de façon significative. Le nombre d'UTA se redresse au rythme soutenu de 3,5 % par an, après avoir connu une légère baisse entre 2000 et 2005. Il ressort donc que l'agriculture de type familial change de visage et tend de plus en plus à se professionnaliser. En effet, la recherche d'un véritable statut sur l'exploitation ou à l'extérieur est un principe qui se généralise. Au plan national, la progression du salariat familial est plus timide (+1,5 %) après une période 2000-2005 marquée par une forte hausse de 8 %.

## L'emploi des salariés permanents et



Source : Agreste - RA 2000 et Enquêtes Structure 2005 et 2007

## saisonniers s'accroît

Le travail fourni par les salariés non familiaux permanents et saisonniers augmente de façon inédite. Le nombre d'UTA correspondant se redresse à raison de 2,6 % par an depuis 2005, alors qu'il diminuait précédemment de 2,2 %. Cette évolution n'est pas corroborée au plan national où la stabilité est plutôt de mise (-0,8 % par an). Dans la région, cette main d'œuvre salariée se développe dans les secteurs du lait, de la viande bovine, mais plus encore dans ceux des fruits, des granivores (+10 %) et des grandes cultures (+80 %). Plus de

quatre exploitations sur dix disposent de main d'œuvre salariée. Leur nombre continue à se contracter (-2,2 % par an) mais leur part dans le total des exploitations progresse de 1,2 %.

## Le clivage entre salariés familiaux et non familiaux se renforce à l'aune des statuts d'exploitations

Le salariat familial rencontre un franc succès dans les trois principales formes juridiques que sont les exploitations individuelles (+19 %), les GAEC (+95 %) et les EARL (+39 %). En revanche, il régresse dans les statuts se-

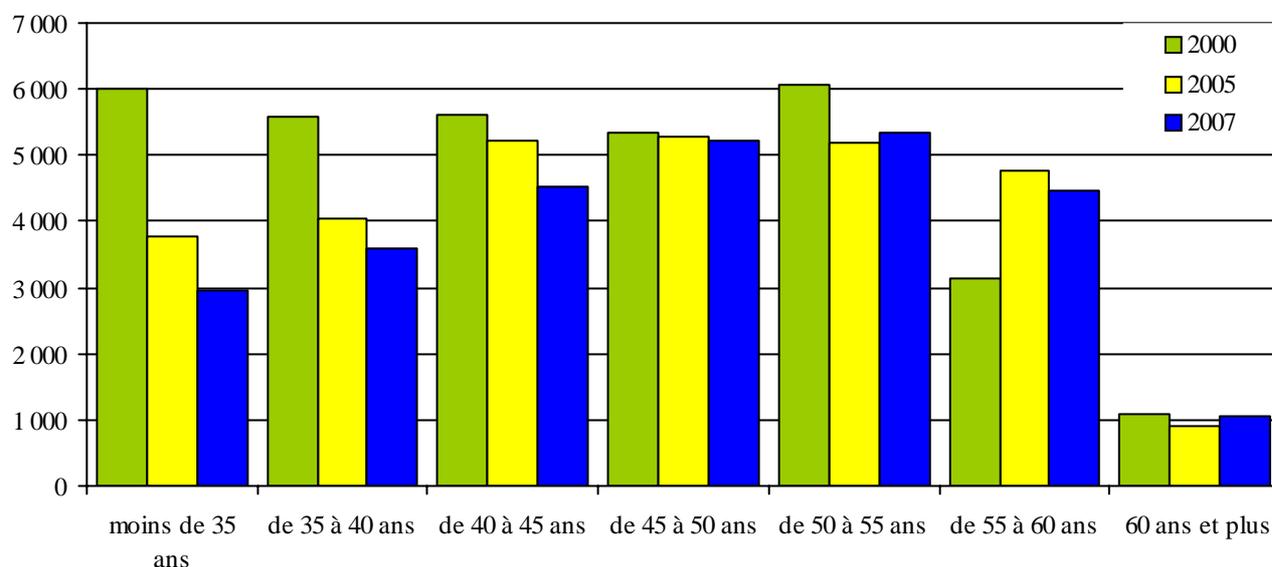
## 65 000 emplois dans les exploitations professionnelles

Exploitations professionnelles	Personnes actives sur l'exploitation			UTA		
	2000	2005	2007	2000	2005	2007
<b>UTA totales</b>	-	-	-	<b>75 910</b>	<b>67 986</b>	<b>64 928</b>
Chefs d'exploitation et coexploitants	44 117	41 857	40 080	42 074	39 732	37 805
Conjoint non coexploitants	15 196	11 789	9 205	10 266	7 399	5 636
Autres actifs familiaux	6 159	4 576	3 336	2 442	1 901	1 533
<b>Total actifs familiaux</b>	<b>65 472</b>	<b>58 222</b>	<b>52 621</b>	<b>54 782</b>	<b>49 032</b>	<b>44 974</b>
<i>dont actifs familiaux salariés</i>	2 327	2 281		1 763	1 628	1 744
Salariés permanents non familiaux	14 886	13 630	14 051	12 995	11 547	12 034
Salariés saisonniers	...	...		7 483	6 742	7 258
ETA, CUMA	...	...		650	664	661

Source : Agreste - RA 2000 et Enquêtes Structure 2005 et 2007

## Moins de jeunes exploitants

Répartition des chefs d'exploitations professionnelles en fonction de leur âge



Source : Agreste - RA 2000 et Enquêtes Structure 2005 et 2007

conitaires. Le salariat non familial, quant à lui, se renforce justement dans ces mêmes statuts. En 2005, les SCEA et les sociétés commerciales employaient une main d'œuvre nombreuse, représentant 7900 UTA. Celle-ci s'élargit d'un millier d'UTA supplémentaires (+23 %) entre 2005 et 2007. A l'inverse, les exploitations individuelles et les GAEC se désengagent vis à vis du salariat non familial. A l'interface de ces deux groupes, l'EARL est

le statut qui conjugue simultanément l'augmentation du salariat familial et non familial.

### La démographie des chefs d'exploitation reste déséquilibrée

La population des chefs d'exploitations vieillit. La moyenne d'âge augmente de 8 mois pour atteindre 46 ans et demi. La génération agricole finissante issue du « papy boom » reste relativement nombreuse avec 5 500 exploitants, soit 20 % de l'ensemble. Le

nombre de chefs d'exploitation âgés de moins de 40 ans recule encore de 16 % entre 2005 et 2007. On peut cependant noter que les installations aidées se redressent à partir de 2006 (700 par an). Cette tendance fait suite à une longue période de huit années où celles-ci plafonnaient à 600 cas annuels.

En 2007, la principale cause de départ des chefs d'exploitation reste la retraite (66 %). Notons que dans près de 8 % des cas, le départ vise une reconversion

## Evolution des principaux chiffres clés des exploitations professionnelles dans les Pays de la Loire

	Nombre d'exploitations professionnelles			SAU (1000 ha)			SAU moyenne (ha)			UTA totales		
	2000	2005	2007	2000	2005	2007	2000	2005	2007	2000	2005	2007
Loire-Atlantique	6 460	5 551	5 250	391	392	396	61,0	71,0	75,0	15 258	14 308	13 855
Maine et Loire	8 290	7 464	6 980	439	454	466	53,0	61,0	67,0	24 026	20 906	20 931
Mayenne	6 801	5 982	5 724	382	377	378	56,0	63,0	66,0	12 503	11 366	10 636
Sarthe	4 572	4 146	3 716	360	362	350	79,0	87,0	94,0	9 930	8 614	7 792
Vendée	6 851	6 074	5 517	460	462	464	67,0	76,0	84,0	14 192	12 792	11 714
<b>Pays de la Loire</b>	<b>32 975</b>	<b>29 217</b>	<b>27 187</b>	<b>2 033</b>	<b>2 048</b>	<b>2 054</b>	<b>62,0</b>	<b>70,0</b>	<b>76,0</b>	<b>75 910</b>	<b>67 986</b>	<b>64 927</b>

Source : Agreste - RA 2000 et Enquêtes Structure 2005 et 2007

## Définitions

**L'exploitation professionnelle** agricole satisfait à deux critères. Sa dimension économique est supérieure à 8 unités de dimension européenne (UDE), soit l'équivalent de 12 hectares de blé. Elle doit aussi utiliser au minimum l'équivalent de 75 % du travail fourni par une personne occupée à plein temps pendant une année.

**L'unité de travail annuel (UTA)** sert à mesurer le travail sur l'exploitation, en additionnant le temps de travail de chaque actif transformé en équivalent temps plein.

La **marge brute standard (MBS)** de l'exploitation est la somme des MBS spécifiques découlant des superficies et du cheptel enregistrés sur le questionnaire de l'enquête. Les MBS unitaires correspondent au produit brut d'un hectare de culture ou d'une tête de cheptel, diminué des charges spécifiques à cette production. Elles ont été actualisées pour chaque région sur la période 1999-2001 et sont mesurées en unités de dimension européenne (UDE) qui valent 1,5 ha équivalent blé, soit approximativement 1 200.

**L'orientation technico-économique (OTEX)** permet de classer chaque exploitation selon son activité dominante en fonction de la part de chaque MBS dans la MBS totale.

## Méthodologie de l'enquête

L'enquête sur la structure des exploitations agricoles de 2007 a été effectuée par le service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'agriculture et de la pêche, de l'automne 2007 au début de l'année 2008 auprès d'environ 74 000 exploitations en France métropolitaine, dont 4 600 en Pays de la Loire. Afin de présenter des évolutions statistiques significatives, les résultats 2007 et 2005 sont comparés aux données 2000 du même échantillon qui peuvent légèrement différer de ceux du recensement.



**Direction régionale et départementale  
de l'agriculture et de la forêt  
Pays de la Loire et Loire-Atlantique**  
Service régional de l'information  
statistique et économique  
12, rue Menou - 44035 NANTES CEDEX 1  
Tél. : 02 40 12 36 48 - Fax : 02 40 12 36 43  
Mél : [srise.drda44-pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr](mailto:srise.drda44-pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr)  
Site internet : [www.draf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr](http://www.draf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr)

[gouv.fr](http://gouv.fr)  
Directrice de la publication : I. Nuti  
Rédacteur en Chef : P. Millon  
Rédaction : R. Berteaux et B. Robert  
Impression : SRISE à NANTES  
Composition : B. Guy  
Dépôt légal : à parution  
ISSN : 1956 - 7499  
Prix : 2,5 €